



LES

# STATUTS REFONDUS

DE LA

## PROVINCE DE QUÉBEC, 1925

---

### CHAPITRE 1

#### LOI CONCERNANT LES STATUTS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Titre abrégé.*  
*Loi concernant les statuts.*

**2.** Elle s'applique à tout statut de la Législature de cette province, à moins que l'objet, le contexte ou quelque disposition de ce statut ne s'y oppose. *Application de la loi.* S. R. (1909), 1.

#### SECTION I

##### DE LA FORMULE DU DÉCRET

**3.** La formule destinée à indiquer l'autorité en vertu de laquelle un statut est passé est la suivante: *Formule du décret.*

"Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:". S. R. (1909), 2.

**4.** Après l'insertion de cette formule, qui suit les considérants de la loi, si elle en contient, et qui, avec *Dispositif.*

ceux-ci, en forme le préambule, vient le dispositif rédigé d'une manière succincte et énonciative. S. R. (1909), 3.

## SECTION II

## DE LA PROMULGATION

Inscription  
à faire en  
tête de cha-  
que statut.

**5.** Le greffier du Conseil législatif, en sa qualité de greffier de la Législature, doit inscrire en tête de tout statut, immédiatement après l'intitulé, la date de la sanction ou de la réserve par le lieutenant-gouverneur; et, dans ce dernier cas, il inscrit aussi la date à laquelle le lieutenant-gouverneur en a fait connaître la sanction par le gouverneur général en conseil.

Cette inscription fait partie de la loi. S. R. (1909), 4.

Entrée en  
vigueur des  
statuts.

**6.** A moins de disposition différente relative à la date de sa mise à exécution, tout statut de la province devient, s'il n'a pas été réservé, exécutoire le soixantième jour après celui de sa sanction, et, s'il a été réservé et subséquemment sanctionné, le dixième jour après celui de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. (1909), 5.

## SECTION III

## DU DÉSAVEU

Effet du dé-  
saveu.

**7.** Un statut cesse d'être exécutoire à compter du jour où il est annoncé, soit par proclamation, soit par discours ou message adressé aux deux Chambres de la Législature, que ce statut a été désavoué, dans l'année qui a suivi la réception, par le gouverneur général, de la copie authentique qui lui en avait été transmise. S. R. (1909), 6.

## SECTION IV

## DES MODIFICATIONS ET ABROGATIONS

Vote et modi-  
fication de  
statuts à une  
même session.

**8.** Un statut peut être modifié ou abrogé par un autre statut passé dans la même session. S. R. (1909), 7.

Effet des  
abrogations.

**9.** Lorsque quelques-unes des dispositions d'un statut sont abrogées et que d'autres leur sont substituées, les dispositions abrogées demeurent en vigueur jusqu'à ce que les dispositions substituées viennent en vigueur, suivant le statut d'abrogation. S. R. (1909), 8.

Abrogation  
d'une dispo-  
sition qui en  
abrogeait une  
autre.

**10.** Quand une disposition législative qui en abroge une autre est elle-même abrogée, la première disposition abrogée ne reprend vigueur que si la Législature en a exprimé l'intention. S. R. (1909), 9.

**11.** Un statut est censé réserver à la Législature, lorsque le bien public l'exige, le pouvoir de l'abroger, et également de révoquer, restreindre ou modifier tout pouvoir, privilège ou avantage que ce statut confère à une personne. S. R. (1909), 10.

Réserve implicite du droit de restreindre les pouvoirs accordés.

**12.** A moins que le statut qui l'abroge n'y pourvoie autrement, les choses, opérations ou actes, faits ou commencés, et les droits acquis en vertu de quelque disposition d'un statut qui est ensuite abrogé, peuvent être continués, complétés ou exercés en vertu de cette même disposition, nonobstant l'abrogation, en suivant toutefois, en tant qu'elles sont applicables, les procédures décrétées par la nouvelle loi. S. R. (1909), 11.

Effet de l'abrogation sur les droits acquis et les actes commencés.

## SECTION V

### DE L'IMPRESSION ET DE LA DISTRIBUTION DES STATUTS

**13.** Dès qu'un statut est sanctionné ou, s'il a été réservé, aussitôt que la sanction de ce statut est signifiée, le greffier de la Législature doit en fournir une copie certifiée en français et une autre en anglais, à l'imprimeur du roi, qui est tenu d'en faire l'impression. S. R. (1909), 45.

Copies fournies pour impression du volume des statuts.

**14.** Le nombre d'exemplaires des statuts qui doivent être imprimés dans chaque langue est déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 46.

Nombre d'exemplaires imprimés.

**15.** Les statuts sont imprimés sur papier calandré de vingt-huit pouces par quarante-deux, dans le format in-octavo, en onze points, chaque page ayant cinquante-cinq cadratins sur trente-deux cadratins, y compris les notes marginales en sept points. S. R. (1909), 47, § 1, *modifié*.

Impression.

**16.** Le volume des statuts de chaque session doit être relié en toile pleine. Le titre doit être imprimé sur le dos du volume, avec l'indication de l'année du règne du souverain pendant laquelle les statuts ont été passés. S. R. (1909), 47, § 2, *modifié*.

Reliure.

**17.** Les notes marginales doivent indiquer l'année et le chapitre des dispositions législatives que le texte modifie ou abroge ou auxquelles il se réfère. S. R. (1909), 48.

Notes marginales.

Publication  
et impression  
des statuts  
réservés.

**18.** Les statuts réservés et ensuite sanctionnés par le gouverneur général en conseil, sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec*, et sont imprimés plus tard dans le premier volume des statuts qui est imprimé après la signification de la sanction. S. R. (1909), 49.

Impression  
des arrêtés,  
etc., dans le  
volume des  
statuts.

**19.** Les arrêtés en conseil, proclamations et règlements des départements que le lieutenant-gouverneur en conseil juge d'intérêt public et général, sont imprimés et publiés dans le volume des statuts qu'il indique. S. R. (1909), 50.

Distribution  
des statuts  
aux députés  
et conseillers.

**20.** Les deux Chambres de la Législature peuvent régler, par une résolution conjointe, la distribution des exemplaires des statuts à leurs membres; et, à défaut de cette résolution, le lieutenant-gouverneur en conseil passe un arrêté à cet effet. S. R. (1909), 51.

Distribution  
des statuts  
aux départe-  
ments pu-  
blics, etc.

**21.** La distribution des exemplaires des statuts aux départements publics, corps administratifs, juges, officiers publics et autres personnes, est déterminée par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 52.

Communica-  
tion des arrê-  
tés fournis à  
l'imprimeur  
du roi.

**22.** Le secrétaire de la province est tenu de fournir à l'imprimeur du roi, selon que les circonstances l'exigent, copie de tous les arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la présente loi. S. R. (1909), 53.

Distribution  
des statuts  
par l'impri-  
meur du roi.

**23.** L'imprimeur du roi est tenu de faire, aussitôt que possible après la clôture de chaque session de la Législature, la distribution des exemplaires des statuts de la session, en conformité des résolutions conjointes et des arrêtés en conseil ci-dessus mentionnés. S. R. (1909), 54.

Ce qui reste  
après la dis-  
tribution.

**24.** Si, après la distribution des exemplaires des statuts, il en reste entre les mains de l'imprimeur du roi, ce dernier peut en livrer aux personnes auxquelles il est autorisé de le faire par le secrétaire de la province, et aux membres du Conseil législatif ou de l'Assemblée législative, sur l'ordre de leur orateur respectif. S. R. (1909), 55.

Rapport de  
l'imprimeur  
du roi.

**25.** L'imprimeur du roi est tenu, avant l'ouverture de chaque session de la Législature, de faire au lieutenant-gouverneur, un rapport en triplicata, indiquant: le nombre d'exemplaires des statuts de chaque session imprimés ou distribués depuis la dernière session; les

départements, corps administratifs, officiers et personnes auxquels ils ont été distribués; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux; l'autorisation en vertu de laquelle la livraison a été faite; et le nombre d'exemplaires des statuts de chaque session qui restent alors en sa possession. S. R. (1909), 56.

**26.** Le lieutenant-gouverneur soumet ce rapport, Dépôt du rapport devant les Chambres. dans les quinze premiers jours de la session, à chacune des Chambres de la Législature. S. R. (1909), 57.

**27.** La personne qui obtient la passation d'un statut Coût d'impression des statuts privés. privé doit payer au gouvernement le coût de l'impression de ce statut dans le volume des statuts de la session. S. R. (1909), 58.

## SECTION VI

### DE LA GARDE DES ORIGINAUX DES STATUTS

**28.** Les originaux des statuts de la Législature Garde des originaux. de cette province, et les bills réservés pour la signification du bon plaisir du gouverneur général, sont gardés en dépôt par le greffier du Conseil législatif, lequel est connu et désigné, quand il agit comme officier de la Législature, sous le nom de "greffier de la Législature". S. R. (1909), 37, § 1.

**29.** En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du greffier de la Législature pour une cause quelconque, l'assistant-greffier du Conseil législatif peut exercer tous les pouvoirs du greffier, et est alors désigné sous le nom d'assistant-greffier de la Législature. Asst-greffier de la Législature. S. R. (1909), 37, § 2.

**30.** Lorsque les originaux ont été détruits par incendie ou autrement, une série des volumes reliés des statuts que l'imprimeur du roi a imprimés peut, sur l'ordre du secrétaire de la province, être déposée dans le bureau du greffier de la Législature pour tenir lieu des originaux ainsi détruits. Remplacement des originaux détruits. S. R. (1909), 38.

**31.** Le greffier de la Législature a un sceau d'office, Apposition du sceau du greffier de la Législature. et il l'appose sur les copies ou exemplaires certifiés des statuts destinés au gouverneur général ou au registraire de la province, ou destinés à être produits devant les tribunaux, soit au Canada, soit hors du Canada, ainsi que dans tous les autres cas où il le juge à propos. S. R. (1909), 39.

Authenticité  
des copies  
certifiées.

**32.** Les copies ou exemplaires d'un statut ainsi certifiés par le greffier de la Législature, sont authentiques et font preuve de l'existence et de la teneur de ce statut. S. R. (1909), 40.

Distribution  
des statuts.

**33.** Aussitôt que possible après la prorogation de chaque session, le greffier de la Législature se procure de l'imprimeur du roi un nombre suffisant d'exemplaires reliés des statuts ; il remet un exemplaire de chacun des textes français et anglais au lieutenant-gouverneur, afin que celui-ci le transmette au gouverneur général, tel que l'exige l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, ainsi que des copies certifiées, des textes français et anglais de tout bill réservé pour la signification du bon plaisir du gouverneur général. Il remet aussi au registraire de la province un exemplaire des statuts, dans les langues française et anglaise. S. R. (1909), 41.

Honoraires  
pour copies  
de statuts.

**34.** Le greffier de la Législature fournit aussi des copies ou exemplaires certifiés de tout statut à toute personne qui en fait la demande, et, pour ces copies ou exemplaires, il a droit, avant de les délivrer, à un honoraire de dix centins pour chaque cent mots contenus dans la copie ou l'exemplaire et dans le certificat.

Affectation  
de ces hono-  
raires.

Les sommes ainsi reçues forment partie du fonds consolidé du revenu, et il en est rendu compte en conséquence. S. R. (1909), 42.

Copie pour  
le service pu-  
blic.

**35.** Les copies ou exemplaires certifiés, requis pour le service public, s'obtiennent du greffier de la Législature par le secrétaire de la province, sans paiement d'honoraires. S. R. (1909), 43.

Certificat  
d'authentici-  
té par le  
greffier de la  
Législature.

**36.** 1. Le greffier de la Législature met, au bas de l'exemplaire ou de la copie qu'il est requis de certifier, un certificat dûment signé et authentiqué par lui et se lisant comme suit : "Copie conforme du statut de Québec, sanctionné le (*date de la sanction*) et dont l'original se trouve dans les archives de mon bureau."

Dans le cas où le statut a été réservé pour la signification du bon plaisir du gouverneur général, le certificat est modifié en conséquence.

Certificat  
dans le cas  
d'originaux  
détruits.

2. Dans le cas d'originaux détruits et remplacés, tel que prévu par l'article 30, le certificat du greffier de la Législature doit se lire comme suit : "Copie conforme du statut de Québec (*indiquer l'année du règne de Sa Majesté et le chapitre du statut*) sanctionné le (*date de la sanction*)."

S. R. (1909), 44.

## SECTION VII

## DE L'AUTHENTICITÉ DES STATUTS

**37.** Toute copie de statut qui paraît avoir été imprimée par l'imprimeur du roi est, à moins de preuve du contraire, considérée comme preuve authentique de l'existence et de la teneur de ce statut. S. R. (1909), 59.

Authenticité des copies de statuts imprimées par l'imprimeur du roi.

## SECTION VIII

## DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

**38.** Un statut n'est pas soustrait à l'application d'une règle d'interprétation qui lui est applicable, et qui, d'ailleurs, n'est pas incompatible avec la présente loi, parce que celle-ci ne la contient pas. S. R. (1909), 34.

Application des règles d'interprétation.

**39.** Un statut est public, à moins qu'il n'ait été déclaré privé.

Statuts censés publics.

Toute personne est tenue de prendre connaissance des statuts publics, mais les statuts privés doivent être plaidés. S. R. (1909), 35.

Connaissance des statuts.

**40.** Le préambule d'un statut en fait partie et sert à en expliquer l'objet et la portée. S. R. (1909), 12.

Objet du préambule.

**41.** Toute disposition d'un statut, qu'elle soit impérative, prohibitive ou pénale, est réputée avoir pour objet de remédier à quelque abus ou de procurer quelque avantage.

Objet des dispositions statutaires.

Un tel statut reçoit une interprétation large, libérale, qui assure l'accomplissement de son objet et l'exécution de ses prescriptions suivant leurs véritables sens, esprit et fin. S. R. (1909), 13.

Mode d'interpréter les statuts.

**42.** Nul statut n'a d'effet sur les droits de la couronne, à moins qu'ils n'y soient expressément compris.

Droits de la couronne.

De même, nul statut d'une nature locale et privée n'a d'effet sur les droits des tiers, à moins qu'ils n'y soient spécialement mentionnés. S. R. (1909), 14.

Droits des tiers.

**43.** Tout renvoi, dans une loi des présents Statuts refondus, à un article, sans mention du chapitre dont cet article fait partie, est un renvoi à un article de ladite loi. S. R. (1909), 36, § 11.

Renvois aux articles.

**44.** Toute série d'articles de loi à laquelle une disposition législative se réfère comprend les articles dont

Renvois aux séries d'articles.

les numéros servent à déterminer le commencement et la fin de cette série. *Nouveau.*

Validation de certains statuts, actes, lois et documents.

**45.** Nulle disposition d'une loi de cette province n'infirmes les lois passées à l'effet de confirmer, valider, légaliser ou interpréter des statuts ou lois, actes ou documents quelconques. S. R. (1909), 7535.

Formule de renvoi abrégée.

**46.** Toute formule abrégée de renvoi à un statut est suffisante si elle est intelligible; et nulle formule particulière n'est de rigueur. S. R. (1909), 15.

Renvois aux formules.

**47.** Toute formule désignée dans une loi par un chiffre s'entend de la formule correspondante des annexes de cette loi.

Emploi des formules.

**48.** L'emploi rigoureux des formules édictées par un statut pour assurer l'exécution de ses dispositions, n'est pas prescrit, à peine de nullité, si les variantes n'en affectent pas le sens. S. R. (1909), 16.

Temps du verbe dans la loi.

**49.** La loi parle toujours; et, quel que soit le temps du verbe employé dans une disposition, cette disposition est tenue pour être en vigueur à toutes les époques et dans toutes les circonstances où elle peut s'appliquer. S. R. (1909), 17.

Effet de l'emploi du présent.

**50.** Nulle disposition légale n'est déclaratoire ou n'a d'effet rétroactif pour la raison seule qu'elle est énoncée au présent du verbe. S. R. (1909), 18.

"Sera", "pourra", etc.

**51.** Chaque fois qu'il est prescrit qu'une chose sera faite ou doit être faite, l'obligation de l'accomplir est absolue; mais s'il est dit qu'une chose "pourra" ou "peut" être faite, il est facultatif de l'accomplir ou non. S. R. (1909), 19.

Délai expirant un jour férié.

**52.** Si le délai fixé pour une procédure ou pour l'accomplissement d'une chose expire un jour férié, ce délai est prolongé jusqu'au jour non férié suivant. S. R. (1909), 20.

Genre masculin.

**53.** Le genre masculin comprend les deux sexes, à moins que le contexte n'indique le contraire. S. R. (1909), 21.

Nombre singulier.

**54.** Le nombre singulier s'étend à plusieurs personnes ou à plusieurs choses de même espèce, chaque fois



que le contexte se prête à cette extension. S. R. (1909), 22.

**55.** Le droit de nomination à un emploi ou fonction comporte celui de destitution. S. R. (1909), 23. Corollaire du pouvoir de nommer.

**56.** Lorsqu'il est ordonné qu'une chose doit être faite par ou devant un juge, magistrat, fonctionnaire ou officier public, on doit entendre celui dont les pouvoirs ou la juridiction s'étendent au lieu où cette chose doit être faite. S. R. (1909), 24. Juge, etc., devant qui une chose doit être faite.

**57.** L'autorisation de faire une chose comporte tous les pouvoirs nécessaires à cette fin. S. R. (1909), 25. Corollaire de l'autorisation de faire une chose.

**58.** A moins de dispositions spéciales, lorsqu'il est prescrit de prêter ou de recevoir un serment, ce serment est reçu, et le certificat de sa prestation est donné par tout juge, tout magistrat, ou tout commissaire autorisé à cet effet, ayant juridiction dans le lieu où le serment est prêté, ou par un notaire. S. R. (1909), 26. Prestation de serments.

**59.** Les devoirs imposés et les pouvoirs conférés à un officier ou fonctionnaire public, sous son nom officiel, passent à son successeur et s'étendent à son député, en tant qu'ils sont compatibles avec la charge de ce dernier. S. R. (1909), 27. Pouvoirs des successeurs et adjoints des fonctionnaires.

**60.** Lorsqu'un acte doit être accompli par plus de deux personnes, il peut l'être valablement par la majorité de ces personnes, sauf les cas particuliers d'exception. S. R. (1909), 28. Pouvoir des majorités.

**61.** Dans tout statut, à moins qu'il n'existe des dispositions particulières à ce contraires: Définition :

1° Les mots "Sa Majesté", "roi", "souverain", "reine", "Sa Majesté", "couronne", signifient le roi ou la reine, ses héritiers et successeurs, souverains du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande; esté", etc.;

2° Les mots "gouverneur général" signifient le gouverneur général du Canada, ou la personne administrant le gouvernement du Canada; et les mots "lieutenant-gouverneur", le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, ou la personne administrant le gouvernement de cette province; "Gouverneur gén."; "Lieutenant-gouverneur";

3° Les mots "gouverneur général en conseil" signifient le gouverneur général ou la personne administrant le gouvernement en conseil; "Gouverneur gén. en conseil";

- trant le gouvernement, agissant de l'avis du Conseil privé du roi pour le Canada; et les mots "lieutenant-gouverneur en conseil", le lieutenant-gouverneur ou la personne administrant le gouvernement, agissant de l'avis du Conseil exécutif de la province de Québec;
- "Lieutenant-gouverneur en conseil";
- 4° Les mots "Royaume-Uni" signifient le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande; les mots "États-Unis" les États-Unis d'Amérique; les mots "la Puissance" et "Canada", signifient la Puissance du Canada;
- "Royaume-Uni", "États-Unis", "Canada", etc.;
- 5° Les mots "l'Union" signifient l'union des provinces effectuée en vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et des lois subséquentes;
- "Union";
- 6° Les mots "Bas-Canada" signifient cette partie du Canada qui formait ci-devant la province du Bas-Canada, et signifient maintenant la province de Québec;
- "Bas-Canada";
- 7° Le mot "province", employé seul, signifie la province de Québec; et le qualificatif "provincial" ajouté aux mots "acte", "statut" ou "loi", signifie un acte, un statut ou une loi de cette province;
- "Province", "provincial";
- 8° Les mots "Parlement impérial" signifient le Parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande; les mots "Parlement fédéral" signifient le Parlement du Canada; le mot "Législature" signifie la Législature de Québec;
- "Parlement impérial", "Parlement fédéral", "Législature";
- 9° Le mot "session" signifie une session de la Législature de Québec; et comprend le jour de son ouverture et celui de sa prorogation;
- "Session", etc.;
- 10° Les mots "actes impériaux" ou "statuts impériaux" signifient les lois passées par le Parlement impérial; les mots "actes fédéraux" ou "statuts fédéraux" signifient les lois passées par le Parlement du Canada; les mots "acte", "statut" ou "loi", partout où ils sont employés sans qualificatif, s'entendent des actes, statuts et lois de la Législature de Québec;
- "Actes impériaux", etc., "Actes fédéraux", etc., "Acte", "statut", "loi";
- 11° Les mots "Code civil" signifient le Code civil du Bas-Canada; et les mots "Code de procédure" ou "Code de procédure civile" et "Code municipal" signifient respectivement le Code de procédure civile de la province de Québec et le Code municipal de la province de Québec;
- "Code civil", "Code de procédure", "Code municipal";
- 12° Les mots "gouvernement" ou "gouvernement exécutif" signifient le lieutenant-gouverneur et le Conseil exécutif de cette province;
- "Gouvernement", etc.;
- 13° Les mots "officier en loi" ou "officier en loi de la couronne" signifient le procureur général de cette province;
- "Officier en loi", etc.;

14° Les mots désignant un département ou un officier public se rapportent au département ou à l'officier de la même dénomination pour cette province; Signification des mots désignant un département, etc.;

15° Le mot "magistrat" signifie juge de paix; et les mots "deux juges de paix" signifient deux juges de paix ou plus agissant ensemble; "Magistrat", etc.;

16° Les termes "Cour de magistrat" ou "Cour de magistrat de district", désignent la Cour de magistrat établie, par proclamation du lieutenant-gouverneur, dans un district, ou dans un comté ou une localité quelconque; et toute Cour de magistrat possède, dans l'exercice des pouvoirs que lui attribuent les présents Statuts refondus, la juridiction territoriale qui lui est assignée par la loi ou par la proclamation qui l'érige; "Cour de magistrat"; "Cour de magistrat de district".

17° Le mot "personne" comprend les corporations et s'étend aux héritiers et représentants légaux, à moins que le statut ou les circonstances particulières du cas ne s'y opposent; "Personne";

18° Le nom communément donné à un pays, un lieu, un corps, une corporation, une société, un officier, un fonctionnaire, une personne, une partie ou une chose, désigne et signifie le pays, le lieu, le corps, la corporation, la société, l'officier, le fonctionnaire, la personne, la partie ou la chose même, ainsi dénommé, sans qu'il soit besoin de plus ample description; Signification des noms donnés à un pays, etc.;

19° Les mots "grand sceau" signifient le grand sceau de la province de Québec; "Grand sceau";

20° Le mot "commission", chaque fois qu'il se rapporte à une commission émise par le lieutenant-gouverneur en vertu d'un statut ou d'un arrêté en conseil, signifie une commission sous le grand sceau, formulée au nom du roi; "Commission";

21° Le mot "proclamation" signifie proclamation sous le grand sceau; "Proclamation";

22° Les mots "écriture", "écrit" et autres ayant la même signification, comprennent ce qui est imprimé, peint, gravé, lithographié ou autrement tracé ou copié; "Écriture", etc.;

23° Les mots "actes de l'état civil" signifient les inscriptions faites sur les registres tenus d'après la loi, aux fins de constater les naissances, mariages et sépultures; les "registres de l'état civil" sont les livres ainsi tenus et dans lesquels ces actes sont inscrits; les "fonctionnaires de l'état civil" sont ceux chargés de tenir ces registres; "Actes de l'état civil", "Registres de l'état civil", "Fonctionnaires de l'état civil";

24° Les mots "jour de fête" et "jour férié" comprennent: "Jour de fête", et "jour férié";

a) Les dimanches;

b) Le premier jour de l'an;

c) La fête de l'Épiphanie, le mercredi des Cendres, le vendredi saint, le lundi de Pâques, la fête de l'Ascension, le 24 juin, fête de la Saint-Jean-Baptiste, la Toussaint, la Conception et Noël;

d) L'anniversaire de la naissance du souverain, ou le jour fixé par proclamation pour sa célébration;

e) Le premier jour de juillet (anniversaire de la mise en vigueur de l'acte d'Union), ou le deuxième jour du mois, si le premier est un dimanche;

f) Tout autre jour fixé, par proclamation royale ou par proclamation du gouverneur général ou du lieutenant-gouverneur, comme jour de fête publique, ou comme jour de jeûne ou d'actions de grâces générales, ou comme fête du travail;

"Mois"; 25° Le mot "mois" signifie un mois de calendrier;

"Maintenant" et "prochain"; 26° Les mots "maintenant" et "prochain" se rapportent au temps de la mise en vigueur du statut;

"Serment". 27° Le mot "serment" comprend l'affirmation solennelle qu'il est permis à certaines personnes de faire au lieu du serment;

"Faillite"; 28° La "faillite" est l'état d'un commerçant qui a cessé ses paiements;

"Centin". 29° Le mot "centin" employé dans la version française des lois de la province signifie la pièce de monnaie appelée "cent" dans les lois du Canada et dans la version anglaise des lois de la province;

"Statuts refondus, 1925". 30° Les mots "Statuts refondus de la province de Québec, 1925", ou "Statuts refondus de Québec, 1925", ou "Statuts refondus, 1925", désignent les présents Statuts refondus. S. R. (1909), 36, §§ 1 à 10 et 12 à 29; 15 Geo. V, c. 10, s. 1; 15 Geo. V, c. 11, s. 1.

---